

**Rue Duplex** commence rue du Roi Baco finit Boulevard Saint-Aignan

Joseph-François, marquis [De Duplex](#), est né le 1<sup>er</sup> janvier 1697 et mourut le 10 novembre 1763. Il fut Gouverneur Général de la Compagnie des Indes en 1742. En désaccord avec La Bourdonnais (1746) et rappelé en France (1754). [La compagnie des Indes](#) ne lui remboursa pas les 13 millions de livres qu'il réclamait, il termina sa vie dans la misère, ruiné et oublié de tous.

Le projet de cette rue est approuvé par arrêté préfectoral du samedi 12 juin 1897 et déclaré d'utilité publique le mercredi 15 décembre 1897. Elle s'étend, au moment de son percement en 1899, de la rue de la Hautière (rue Joseph Blanchart actuelle) à la rue du Roi Baco.

Après 1899, il est question de prolonger cette nouvelle percée jusqu'au boulevard Saint Aignan. Le 29 avril, 32 personnes pétitionnent pour s'opposer au prolongement. Le dimanche 30 et le lundi 1<sup>er</sup> mai deux autres pétitions s'opposent à la première protestation qui, paraît-il, servait des intérêts particuliers. La ville persiste dans son projet et les travaux de prolongement commencent dès 1900 pour se terminer au cours de l'année 1905.

Depuis l'aménagement du secteur de l'Hermitage, et notamment la construction des Cités à partir des années 1930 (expropriations, démolitions, nivellement), la rue a été amputée. Elle commence maintenant rue du roi Baco, mais la numérotation ne changera pas : elle démarre au numéro 8 côté pair et au numéro 13 côté impair.

Le tracé de cette rue supprima quelques ruelles et cours: une partie de la ruelle des Grands Jardins, les cours Lecoq, Duval, des Hervés...

Au numéro 50, l'impasse existe encore. Avant la guerre de 1939-1945, elle était



fermée par une grille à deux battants, supprimée en 1946-1947. Depuis 1958, elle débouche dans le parc des immeubles numéros 11 et 11 bis de la rue de la Bourdonnais. Avant cette ouverture et du temps des processions paroissiales, un reposoir était dressé le long du mur, au fond, à l'occasion de la Fête-Dieu à Sainte Anne.



Dans cette artère, la première construction, dès l'année 1899, fut publique. Il s'agissait du bâtiment des Bains-Douches, situé à l'angle de cette rue et de la ruelle des Grands Jardins (plan dessiné par M. Marchand, architecte de la ville de Nantes). Les lavoirs devenus rapidement insuffisants sont agrandis en 1906 par Etienne Coutan. Leur activité disparut à la fin de l'année 1978. On y voit encore les traces au numéro 20

Collection particulière Annick Campion



D'après un écrit municipal daté de 1911, il existait en ce début du XXème siècle, 11 fourneaux municipaux alimentaires qui étaient dus à l'initiative en 1856, de Ferdinand Favre, maire de Nantes. L'un de ces fourneaux municipaux s'était ouvert en même temps que les bains-douches, rue Duplex en 1900-1901. Il servait des repas bon marché du 15 octobre au 15 avril. Certains de ces fourneaux approvisionnaient les écoles en période scolaire. Prix des repas : entre 0,10f et 0,15f (plats: soupe grasse, soupe maigre, bœuf

nature, haricots, morue, lard, riz, etc... )

En 1904, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nantes construit, au numéro 26, deux maisons collectives comportant quarante six logements. Les immeubles sont toujours présents aujourd'hui.

Entre la rue Joseph Blanchart et le boulevard Saint Aignan, un certain nombre de maisons furent construites, au début du XXème siècle, par la Société Anonyme Coopérative d'Habitations Salubres et à Bon Marché, «La Maissonette», société fondée en 1903 par un groupe d'ouvriers et d'employés nantais. En 1905, trois maisons sont construites aux numéros : 27, 29 et 31.



Document extrait de l'ouvrage « Nantes 1900/1945 » d'Alain Lamour – Éditions Sutton 2016

Cette société, en plus de la rue Duplex, a également construit à la même époque dans ce quartier, rue des Perrières, rue de la Bourdonnais, rue de la Pierre Nantaise et plus loin, rue Arago.

Dans les années 1930, d'autres maisons furent construites, bénéficiant des conditions offertes par la loi votée sous l'impulsion du député Louis Loucheur (1872/1931) en 1928 et concernant la construction de maison d'habitation à bon marché.